

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
CS 71354  
68070 Mulhouse

Mulhouse, le 03/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GPV FRANCE**

1 rue de l'Industrie  
68550 Saint-Amarin

Références : 0006702743\_2025\_10\_22\_GPV\_VIIC-AN25-Pt-chaud  
Code AIOT : 0006702743

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2025 dans l'établissement GPV FRANCE implanté 1, rue de l'industrie 68550 Saint-Amarin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Action Nationale 2025 "Travaux par points chauds":**

- Cette action vise à prévenir les risques de feu et d'explosion dans les installations où ce risque est important. La visite porte notamment sur les mesures de prévention mises en œuvre accompagnant les travaux, et en particulier dans le cadre de la délivrance des permis d'intervention.

#### **Référentiels utilisés :**

- Arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- Arrêté préfectoral n°2008-347-4 du 12 décembre 2008 portant autorisation à la société GPV

de poursuivre l'exploitation de ses installations de confection et d'impression d'enveloppes situées à SAINT-AMARIN

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GPV FRANCE
- 1, rue de l'industrie 68550 Saint-Amarin
- Code AIOT : 0006702743
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise fabrique des enveloppes.

Elle est soumise à autorisation pour la transformation de papier et pour l'imprimerie.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Travaux et points chauds
- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Connaissance des risques et des installations	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	2 mois
2	Maîtrise de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	2 mois
3	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Travaux	Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 7.3.4.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte-tenu des constats réalisés et des écarts portant principalement sur des aspects documentaires, l'Inspection propose en l'état de ne pas faire application des suites prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Il est donc attendu la mise en place d'actions correctives pour les points suivants :

- mise à jour du plan d'identification des zones à risques des installations, notamment les zones à risque d'incendie et d'atmosphères explosives,
- affichage des consignes spécifiques et de la nature du risque à l'entrée des zones à risque (notamment pour les zones à risque d'incendie et d'atmosphères explosives),
- la mise à jour des consignes d'exploitation et de sécurité.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Connaissance des risques et des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Localisation des risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. [...]
<b>Constats :</b>  Dans le cadre de ce contrôle, l'exploitant a transmis par courriel à l'Inspection en date du 13/10/2025 le plan de zonage de son site précisant les zones à risques dont la dernière mise à jour date du 13/10/2025. Selon les dires de l'exploitant, aucune modification du site susceptible d'impacter les zones de dangers identifiées n'a été effectuée depuis cette date. Lors du contrôle en salle, l'exploitant a indiqué que ce plan matérialisant les zones dangereuses a été établi en cohérence avec l'activité du site ainsi que dans le cadre de l'élaboration de son DRPCE (document relatif à la protection des travailleurs contre les explosions), avec l'appui technique d'un bureau d'études.  Au cours de la visite sur le terrain, l'Inspection s'est attachée à vérifier, par échantillonnage, la cohérence des installations matérialisées comme des zones présentant des risques liés à la présence d'atmosphère explosive (ATEX) sur le plan et les éléments présentés dans le DRPCE. Cette vérification a porté en particulier sur les installations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• le local Chaufferie : zone avec la présence de chaudières alimentées par du gaz naturel, identifié comme une zone ATEX,</li><li>• le local de stockage de matières dangereuses: zone de stockage et de manipulation de produits inflammables (type essence et solvants à faible point éclair), identifié comme une zone ATEX.</li></ul> Cependant, l'Inspection a constaté des zones non comptabilisées comme zones à risque incendie et zones à atmosphères explosives de par la présence de matières combustibles ou indiqués comme zones classés ATEX dans le DRPCE sans que l'exploitant n'apporte les justificatifs nécessaires pour expliquer l'exclusion du plan de zonage durant le contrôle. Par échantillonnage, ces constats ont porté sur : <ul style="list-style-type: none"><li>• la présence de combustibles (bobines de papier, enveloppes) dans les secteurs de production, de stockage de matières premières et de stockage des produits finis (enveloppes)</li><li>• un local de charge batteries (le local à proximité directe du local de stockage de matières dangereuses) qui est désigné comme un local ATEX dans le DRPCE mais pas défini comme une zone ATEX sur site et sur le plan de zonage</li></ul>

Les constats effectués par l'Inspection montrent des non-conformités vis-à-vis de la prescription contrôlée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il appartient à l'exploitant de mettre à jour son plan de zonage à risques de son site de manière exhaustive en définissant et en incluant les zones à risque de par la présence de matières dangereuses ou si elles sont signalées dans des études (comme le DRPCE).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 2 : Maîtrise de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation et de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;</li> <li>• les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifient les conditions d'exploitation ;</li> <li>• l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;</li> <li>• les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li> <li>• Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.</li> </ul> L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.  L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;</li> <li>• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li> </ul>

- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

#### **Constats :**

Les constats de conformité ont été réalisés par échantillonnage vis-à-vis de la prescription contrôlée et son repris ci-après.

#### Consignes d'exploitation:

Selon les dires de l'exploitant, les consignes d'exploitation ne sont pas formalisées sur un seul document mais sur plusieurs documents.

L'explication apportée par l'exploitant est que selon le poste de travail (imprimerie, stockage, ...), les consignes d'exploitation sont différentes.

Lors de la visite sur le terrain, l'Inspection a, par échantillonnage, vérifié un poste de travail d'imprimerie.

Sur ce poste de travail, l'Inspection a constaté uniquement une procédure indiquant les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et avant la remise en service des équipements.

Aucun autre document n'était affiché sur le poste de travail mais l'exploitant a indiqué que les éléments concernant les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien sont reportées sur un classeur à disposition du personnel.

Ces contrôles sont ensuite reportés sur le système de GMAO (Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur).

L'Inspection a pu constater ces éléments lors de la présentation en salle de la GMAO par l'exploitant.

Les points de la prescription concernant l'étanchéité des rétentions et les conditions de conservation et de stockage des produits n'ont pas fait l'objet d'un contrôle de la part de l'Inspection durant la présente visite.

#### Consignes de sécurité:

Dans le cadre du contrôle des consignes de sécurité, l'exploitant a précisé les zones pouvant être fréquentées par le personnel et les personnes extérieures (visiteur, chauffeurs poids lourd):

- pour le personnel: les points de pointage avant d'aller sur leur poste de travail
- pour les visiteurs: le point d'émargement au niveau de l'accueil bureau
- pour les chauffeurs poids lourd: entrée dédiée avec salle de détente (l'accès aux zones de production se fait accompagner par du personnel du site car l'entrée est munie d'un digicode).

Lors de la visite terrain, l'Inspection a constaté que:

- au niveau des zones de pointage: un plan d'intervention et d'évacuation est présent mais aucun autre document n'est présent
- au niveau du point d'émargement au niveau de l'accueil bureau: un plan d'intervention et d'évacuation est présent ainsi que des consignes de sécurité indiquant l'interdiction de fumer et le

<p>port des Équipements de Protection Individuels avant d'entrer dans les zones de production.</p> <p>- au niveau de l'entrée chauffeurs: un plan d'intervention et d'évacuation est présent et l'interdiction de fumer est également affichée.</p> <p>De plus, il est constaté que pour chacun des cas, les plans d'intervention et d'évacuation ne sont pas à jour selon les dires de l'exploitant.</p> <p>Concernant la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, et l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre, l'Inspection a constaté l'affichage de ces informations uniquement à proximité de la zone d'accueil des chauffeurs mais pas sur les autres lieux fréquentés par le personnel et les visiteurs.</p> <p>Les autres points de la prescription concernant les consignes de sécurité n'ont pas fait l'objet d'un contrôle de la part de l'Inspection durant la présente visite.</p> <p>Les constats effectués par l'Inspection montrent des non-conformités vis-à-vis de la prescription contrôlée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il appartient à l'exploitant de:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- formaliser des consignes d'exploitation et de sécurité incluant tous les points indiqués dans l'article 59 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010</li> <li>- de les afficher dans les lieux fréquentés par le personnel et les personnes extérieures définies par l'exploitant</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

### N° 3 : Consignes de sécurité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Consignes de sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones[...].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au cours de la visite sur le terrain, les installations identifiées par l'exploitant comme présentant des risques liés à la présence d'atmosphère explosive ont été contrôlées: zone chaufferie et zone de stockage des matières dangereuses.</p> <p><u>Zone Chaufferie:</u></p> <p>L'Inspection a constaté l'affichage des consignes à observer dans la zone (interdiction flamme nue et de fumer, les consignes relatives au gaz, permis feu obligatoire) mais aucun affichage ne montre la nature du risque (pas de logo ATEX, pas de classification de la zone ATEX).</p>

<p>De plus, l'Inspection a constaté ces éléments à l'intérieur de la zone et non à l'entrée de la zone.</p> <p><u>Zone Stockage des produits dangereux:</u> L'Inspection a constaté l'affichage des consignes à observer dans la zone (interdiction flamme nue et de fumer, consignes de manipulation des produits stockés) et l'affichage de la nature du risque (logo ATEX).</p> <p>Cependant, l'absence de la classification de la zone ATEX (0 : présence permanente, 1 : présence occasionnelle, 2 : présence rare) constitue également un manquement car cette notion fait partie intégrante de la nature du risque.</p> <p>Les constats effectués par l'Inspection constitue une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il appartient à l'exploitant d'afficher à l'entrée des zones à risques identifiées tous les éléments nécessaires afin d'indiquer la nature du risque et les consignes à observer. Il appartient à l'exploitant d'appliquer cette prescription aux zones encore non identifiées relevées au point de contrôle n°1.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 4 : Travaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 7.3.4.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Permis de feu</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées. Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Avant la visite d'inspection, l'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel en date du 13 octobre 2025 les 3 derniers permis feu datés du 19/08/2025, 10/09/2025 et 11/09/2025 et les 3 derniers plan de prévention datés du 15/01/2025, 17/03/2025 et 05/05/2025.</p>



Les permis feu présentés par l'exploitant font bien l'objet d'une signature de chaque partie en présence.

Selon les dires de l'exploitant, les donneurs d'ordre sont désignés (responsable maintenance) et sont formés à la tâche.

Lors de la visite d'inspection, l'Inspection a également constaté que, les permis feu sont aussi délivrés par du personnel interne au site, notamment le personnel de maintenance.

L'analyse de la complétude de ces documents (plan de prévention et permis feu), au regard des dispositions de la prescription contrôlée, n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite